

Pouvoir Adjudicateur
Syndicat Mixte de l'Aéroport de Limoges-Bellegarde



Mandataire

Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne

EXTENSION DES SALLES D'EMBARQUEMENT A ET B DE L'AEROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE

Marché de travaux

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°
et R.2123-4 du code de la commande publique.

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Date limite de réception des offres : **VENDREDI 28 NOVEMBRE 2025**

Heure limite de réception des offres : **12H00**

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Sur le portail de dématérialisation PLACE (plateforme des achats de l'Etat)

Pouvoir Adjudicateur

**SYNDICAT MIXTE DE L'AEROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE
81 avenue de l'aéroport
87100 LIMOGES**

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur (mandataire)

**Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES Cedex**

Comptable Assignataire

**Monsieur le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES Cedex**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITION GENERALE DU CONTRAT	4
1.1 Objet du contrat.....	4
1.2 Mode de passation	4
1.3 Type et forme de contrat	4
1.4 Décomposition de la consultation	4
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 3 – LES INTERVENANTS	4
3.1 Conduite d'opération.....	4
ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	4
ARTICLE 5 – DUREE, DELAIS D'EXECUTION ET DELAI D'AFFERMISSEMENT	5
5.1 Durée du contrat.....	5
ARTICLE 6 – PRIX	5
6.1 Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
ARTICLE 7 – AVANCE	5
7.1 Conditions de versement et de remboursement.....	5
ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	6
8.1 Présentation des demandes de paiement	6
8.2 Délai global de paiement	6
8.3 Paiement des sous-traitants	6
ARTICLE 9 – PENALITES	7
9.1 Pénalités de retard	7
9.2 Pénalité pour travail dissimulé	7
ARTICLE 10 – ASSURANCES	7
ARTICLE 11 – RESILIATION DU CONTRAT	7
11.1 Conditions de résiliation.....	7
11.2 Redressement ou liquidation judiciaire	8
ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE	8
ARTICLE 13 – DEROGATIONS.....	8

ARTICLE 1 – DISPOSITION GENERALE DU CONTRAT

1.1 Objet du contrat

La présente consultation a pour objet de retenir une entreprise spécialisée qui aura pour mission de créer une extension des salles d'embarquement A et B de l'aéroport de Limoges Bellegarde.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Aéroport de Limoges-Bellegarde
81 avenue de l'aéroport
87000 LIMOGES

Les travaux sont situés en zone côté piste et particulièrement côté PCZSAR et nécessitent des autorisations particulières d'accès à la zone de travaux.

Classification CPV

Code CPV : 45262800-9 Travaux d'extension de bâtiment

Code CPV : 44211100 Bâtiments modulaires préfabriqués

1.2 Mode de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1 et R.2123-4 du code de la commande publique.

1.3 Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 Décomposition de la consultation

Allotissement : compte tenu de la nature du marché et des prestations demandées, le marché n'est pas alloti.

Le marché ne comporte pas de tranche.

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES

En application de l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (bordereau des prix)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG - Travaux)
- Les éventuelles questions posées en cours de consultation ainsi que les réponses apportées
- Le mémoire technique justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

ARTICLE 3 – LES INTERVENANTS

3.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le mandataire du maître de l'ouvrage à savoir le Service Infrastructures de l'aéroport de Limoges-Bellegarde.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit

être conforme à la réglementation en vigueur (loi Informatique et Libertés N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait.

En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

ARTICLE 5 – DUREE, DELAIS D'EXECUTION ET DELAI D'AFFERMISSEMENT

5.1 Durée du contrat

La durée du marché est de **6 mois** à compter de la notification du marché au titulaire.

ARTICLE 6 – PRIX

6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix s'entendent en euros, avec deux décimales si possibles. Les prix sont exprimés hors TVA.

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement et les bordereaux des prix transmis par le candidat (offre de base et variantes obligatoires 1 et 2).

ARTICLE 7 – AVANCE

7.1 Conditions de versement et de remboursement

Sur demande de l'attributaire du marché, une avance pourra être versée en application des articles R. 2191-3 ou R. 2391-1 du code de la commande publique.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, en application des articles R. 2139-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8.1 Présentation des demandes de paiement

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service gestionnaire en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (SIRET et APE et à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture (SIRET). Le titulaire du marché devra se procurer le SIRET auprès du service gestionnaire dans les meilleurs délais après la notification du marché.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur **le portail de facturation Chorus Pro avec n° de siret de l'aéroport 188 708 010 00023**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

8.2 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, interviendra sur présentation d'une facture ou des demandes de paiement équivalentes dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement sera le virement bancaire.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-Travaux.

8.3 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir

adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 9 – PENALITES

Les pénalités ci-dessous sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

9.1 Pénalités de retard

Les dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux sont applicables.

9.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

ARTICLE 11 – RESILIATION DU CONTRAT

11.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG-Travaux.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur, des documents nécessaires à la candidature initiale de toute personne juridique, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

11.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE

Attribution de compétences en cas de litige :

Tribunal Administratif de Limoges
2 cours Bugeaud - 87000 LIMOGES
Tél. : 05 55 33 91 55 - Fax : 05 55 33 91 60
Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS

Sans objet.